

Modernisation industrielle : le coût de l'immobilisme dépasse de loin celui de l'action

La France possède un patrimoine industriel exceptionnel mais ce trésor est aujourd'hui menacé, non par manque de savoir-faire ou de talents, mais par une obsolescence progressive des infrastructures. Pourquoi ?

D'abord, parce que trop d'industriels voient encore la modernisation comme un coût. Or le vrai coût, colossal et irréversible, est celui de l'immobilisme.

Combien coûte une semaine de production arrêtée par un rançongiciel ? Combien coûte la perte d'un contrat majeur parce que votre concurrent asiatique produit 30% moins cher avec des lignes automatisées ? Combien coûte l'impossibilité de répondre aux nouvelles exigences de traçabilité et de sobriété énergétique de vos donneurs d'ordres ?

Les infrastructures obsolètes - serveurs vieillissants, locaux techniques inadaptés, absence de redondance, mélanges de clouds publics non sécurisés - ne sont pas de simples faiblesses techniques. Elles sont des handicaps compétitifs majeurs qui fragilisent la souveraineté des données et de l'activité.

Ensuite, parce que le débat public met encore trop souvent l'accent sur l'ouverture de nouvelles usines. L'urgence est aussi, et surtout, de moderniser le parc industriel existant, là où se joue l'essentiel de la compétitivité. Automatisation, électrification des procédés, pilotage par la donnée, cybersécurité industrielle : autant de leviers qui permettent de transformer rapidement des sites en activité. C'est ce virage qu'ont pris plusieurs économies asiatiques, et notamment la Chine. Sa compétitivité industrielle repose largement sur un outil de production capable de produire plus vite, avec moins d'énergie, moins de rebuts et une meilleure traçabilité.

Cybersécurité et compétitivité : même combat

Dans ce contexte, la cybersécurité n'est plus un sujet fantasmagorique mais un prérequis opérationnel. Selon l'ANSSI, 4 386 incidents de sécurité ont été recensés en France en 2024, en hausse de 15 % sur un an. ¹L'enquête ImpactCyber indique aussi que 61 % des entreprises de moins de 250 salariés s'estiment insuffisamment protégées. Or une usine vulnérable est une usine moins performante, là où des infrastructures sécurisées et connectées permettent d'exploiter pleinement les gains liés à l'automatisation et au pilotage par la donnée.

De même, les mondes des technologies de l'information (IT) et les technologies opérationnelles (OT) ont longtemps vécu séparés : l'OT privilégiait la fiabilité continue des machines et l'IT se concentrait sur les données et la sécurité. Cette séparation ne fait plus sens. Imaginez une usine où chaque capteur, chaque automate, chaque ligne de production dialogue en temps réel avec vos systèmes d'analyse. Vous pourriez anticiper les pannes avant qu'elles ne surviennent, optimiser les consommations énergétiques à la minute près, et ajuster la production en fonction de la demande réelle.

¹ ANSSI, Panorama de la cybermenace 2024

Selon l'AIE, la digitalisation peut générer jusqu'à 20 % de gains d'efficacité énergétique dans l'industrie manufacturière. De son côté, l'OCDE estime que l'automatisation avancée peut accroître la productivité industrielle de 15 à 30 %².

Préserver l'écosystème industriel Français

La France dispose d'atouts industriels considérables : des savoir-faire techniques reconnus mondialement, un tissu dense de PME et d'ETI innovantes, de nombreuses filières d'excellence. Mais ce patrimoine n'est pas éternel. Les industriels qui investissent dès maintenant dans cette transformation construisent un avantage durable. Ceux qui tardent prennent le risque d'un décrochage progressif. Là où d'autres pays produisent sans les mêmes contraintes réglementaires, sociales ou environnementales, la capacité à préserver le tissu industriel dépend d'une seule chose : notre capacité à faire évoluer rapidement l'outil de production pour rester compétitifs. L'enjeu n'est pas seulement ce que nous risquons de perdre, mais ce que nous avons à gagner : une industrie plus productive, plus résiliente et tournée vers l'avenir.

Par Alice Connan, Directrice Industrie et Tertiaire, Rexel France

² CESIN, 2024